

14^{ème} Amendement : Sa Place Dans La Prophétie

Parminder Biant – 26 Août 2021

Camp Meeting IPR/ROTB7 – Août 2021

<https://youtu.be/X9ArWxTKwNY>

TABLE DES MATIERES

<u>PRIERE</u>	2
<u>AMENDEMENTS A LA CONSTITUTION</u>	2
LES ÉTATS-UNIS : UNE FEDERATION COMPOSEE DE 50 ÉTATS – « PAYS »	2
LA CONSTITUTION FEDERALE : LA PLUS HAUTE AUTORITE AUX USA	3
CHAQUE ÉTAT POSSEDE SA PROPRE CONSTITUTION – PLUS HAUTE AUTORITE DE L'ÉTAT.....	3
MODIFIER LA CONSTITUTION.....	4
<u>LE 14^{EME} AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION</u>	6
L'AMENDEMENT PERMET DE LIMITER LE POUVOIR FEDERAL ET PROTEGE L'ÉTAT ET LES INDIVIDUS	7
LE 14 ^{EME} AMENDEMENT : AMENDEMENT LE PLUS IMPORTANT ?	7
LE 14 ^{EME} AMENDEMENT EST DIVISE EN SECTIONS.....	7
SECTION 1 – COMPOSEE ELLE-MEME DE 3 SECTIONS.....	8
SECTION 2 – LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.....	10
SECTION 3 – LA REBELLION.....	11
SECTION 4 – DETTES ET OBLIGATIONS.....	12
<u>CAS JUDICIAIRES AYANT INVOQUE LE 14^{EME} AMENDEMENT</u>	12
NUMERO 1 : BROWN VS LE BUREAU DE L'ÉDUCATION	12
NUMERO 2 : ROE VS WADE.....	12
NUMERO 3 : BUSH VS GORE	13
NUMERO 4 : REED VS REED.....	13
NUMERO 5 : L'UNIVERSITE DE CALIFORNIE VS BAKKE	13
<u>PRIERE FINALE</u>	13

PRIERE

Père céleste, nous Te remercions pour Ta miséricorde et Ta bonté constantes envers nous. Tu nous montres et Tu déverses continuellement Ton amour sur nous, tes enfants à ton écoute. Nous Te remercions pour le grand privilège d’être en mesure de nous rassembler. Au nom de Jésus, nous Te prions. Amen.

Je suppose que nous sommes prêts à commencer.

AMENDEMENTS A LA CONSTITUTION

Je souhaite débiter nos études avec certaines pensées venant de quelqu’un que j’ai découvert. Cette personne appartient à la communauté LGBT et ils veulent donner leur vision des choses.

L’histoire de cette personne commence en 2005. L’Ancien Tess a tenu 2 présentations jusque-là (*Note ÉàÉ : camp meeting débuté le 25 août 2021*) et si vous avez regardé sa 2ème présentation, ce que j’espère est le cas, elle a commencé à dresser l’histoire de la ligne des 144000, mais d’un point de vue différent – un nouveau point de vue, une nouvelle histoire : je crois qu’elle est parvenue jusqu’à environ l’année 2001. Je crois que c’est là qu’elle est arrivée et qu’elle continuera au-delà, je présume, dans sa prochaine présentation.

LES ÉTATS-UNIS : UNE FEDERATION COMPOSEE DE 50 ÉTATS – « PAYS »

Je vais faire un saut de quelques années en avant – l’année 2005.

Nous savons maintenant qu’il existe 50 États aux États-Unis et concernant cette histoire – cette portion de l’histoire en 2005, le focus est sur l’État du Kansas ; et je vais dire que le Kansas se trouve juste au milieu des États-Unis. Je n’entrerais pas dans trop de détails, mais en 2005, il y a eu un amendement constitutionnel. Chacun d’entre nous sait maintenant ce qu’est la Constitution des États-Unis – vous êtes tous familiers avec cela. Cette Constitution, dont vous avez entendu les intervenants ou les enseignants parler, est un document fédéral ; j’espère que nous savons tous ce qu’est une Fédération : une Fédération est une organisation composée de groupes individuels qui se rassemblent. Une Fédération ou un État fédéral est composé de groupes de personnes ou de corps qui s’assemblent pour former une unité. Vous pouvez penser au comité d’un de vos ministères ou au comité de l’église où vous aviez l’habitude de vous rendre. Et que savez-vous au sujet de ces comités – ces fédérations ? Il doit y avoir un certain consensus pour que les membres se réunissent ensemble ; mais que trouvez-vous souvent ? C’est qu’ils sont en désaccord entre eux sur de nombreux points. Je veux donc suggérer que les États-Unis – cette fédération est composée de 50 pays que nous appelons des « États ». La raison pour laquelle je les nomme des « pays » est que chacun possède ses propres gouvernements, ses propres législateurs. Chacun possède sa propre

police et même sa propre armée. Et au-dessus de ces 50 gouvernements, avec leur bureaucratie, les États-Unis ont une structure fédérale qui a tous les mêmes composants :

Un gouvernement fédéral – un système légal fédéral – un système de police fédérale et une armée fédérale.

J'espère que rien de cela n'est nouveau pour vous.

LA CONSTITUTION FEDERALE : LA PLUS HAUTE AUTORITE AUX USA

Comme je l'ai dit, la Constitution dont vous avez entendu les intervenants parler est la Constitution fédérale. Ce dont vous n'avez peut-être pas conscience est que chaque État – chacun de ces petits pays possède sa propre Constitution.

Je vais dire que nous avons donc 3 choses. Nous avons le Gouvernement, et le Gouvernement possède ses 3 propres branches, si je peux le dire ainsi : « the lower house » (*la Chambre des Représentants*), the upper house (*le Sénat*) et the president's office » (*la Maison Blanche*). Mais il s'agit là juste du Gouvernement. Vous avez ensuite un système légal ; nous l'appellerons la Cour suprême : c'est la plus haute juridiction du pays. Et ces deux corps sont supposés travailler ensemble. Un de ces corps – le Gouvernement établit des lois ; et il peut établir toutes les lois qu'il veut, quelles qu'elles soient. Puis vous avez la Cour suprême dont les membres sont censés être les gardiens. Ce sont donc les gardiens des États-Unis.

Et j'ai déclaré qu'il existait 3 composants : le Gouvernement, le corps législatif, et je vais maintenant suggérer que le 3ème élément est la Constitution. Et voici ce que va faire le système judiciaire : [ses membres] ne peuvent pas établir des lois, ils ne peuvent pas juste dire : « Oh ! nous aimons cette loi et nous détestons cette autre loi » ; aussi le travail de ce pouvoir judiciaire – de ces juges de la Cour suprême consiste à vérifier, ce sont des vérificateurs. Et ils vont vérifier ce qui suit : ils vont prendre une loi et faire une référence-croisée avec la Constitution, puis ils vont dire que cette loi est en accord avec la Constitution ou que cette loi n'est pas en accord avec la Constitution.

La question est donc celle-ci : quelle est la plus haute autorité aux États-Unis ? Vous connaissez déjà la réponse maintenant. Il ne s'agit pas du Président, ni des juges de la Cour suprême mais de la Constitution. C'est d'une importance vitale que vous compreniez cela : tout est soumis à un renvoi à la Constitution. La Constitution n'est pas la loi ; la Constitution est au-dessus de la loi.

Quand vous avez la Constitution, vous ne pouvez pas contrecarrer la volonté de la Constitution car elle a une autorité suprême. J'espère que nous sommes tous au clair sur ce point.

Jusque-là, j'ai simplement parlé du système fédéral – le Président et la Cour suprême.

CHAQUE ÉTAT POSSEDE SA PROPRE CONSTITUTION – PLUS HAUTE AUTORITE DE L'ÉTAT

Mais savez-vous que les 50 États possèdent leurs Cours suprêmes, chaque État possède sa propre Cour suprême ; et que va faire cette Cour ? Elle va confronter les lois de l'État à la Constitution de l'État. La plus haute autorité est la Constitution de l'État, il ne s'agit pas du patron de l'État que nous appellerons le Gouverneur ni des juges de la Cour suprême de cet État.

MODIFIER LA CONSTITUTION

Pourquoi Vouloir Modifier – Amender La Constitution ?

Maintenant que nous avons compris cela, poursuivons : en 2005, le Kansas va faire quelque chose dont je vais dire que c'est rusé, très intelligent, très sournois ; tout semble parfaitement correct lorsque vous le lisez. Ils veulent déposer un amendement à la Constitution et l'amendement qu'ils veulent proposer est en accord avec la loi en vigueur.

Laissez-moi reprendre : le Kansas a une loi – c'est dans les textes de loi, c'est donc légal ; et ce qu'ils veulent faire, car ils disent que cela ne suffit pas, c'est changer la Constitution du Kansas afin que la Constitution s'accorde avec la loi. Alors pourquoi veulent-ils faire cela ? Vous devriez tous connaître la réponse.

Nous allons parler d'une autre histoire – une histoire plus générale : deux personnes se disputent – un combat juridique ; elles se rendent au tribunal : l'une gagne, l'autre perd. Le perdant dit qu'il n'aime pas le résultat. Quelle est la réponse ? Vous ne pouvez pas dire : « Pas de chance ! » Les États-Unis ont un système appelé la Cour d'appel.

La Constitution se place donc au-dessus tout ; quand ils ont créé ce pays, ils ont créé la Constitution, tout le monde était d'accord. Quand ils commencent à créer les lois, toutes les lois sont soumises à la Constitution – elles doivent obéir à la Constitution.

Les Lois Sont Soumises A La Constitution

J'espère avoir répondu à cette question ; la loi est soumise – elle est en dessous de la Constitution. Les juges sont en dessous de la Constitution, tout le monde est en dessous de la Constitution – la Constitution se trouve au-dessus de tout.

Donc deux personnes se disputent : l'une va gagner, l'autre perdre ; celle qui perd va se rendre à la Cour d'appel afin de faire appel car elle n'aime pas la réponse initiale. Elle perd ce cas d'appel. A ce niveau, vous devez être riche ou vous devez avoir un gros compte Gofundme (*Note ÉàÉ : Gofundme est la première plateforme mondiale de collecte de fonds*) car maintenant, lorsque vous perdez à la Cour d'appel – peut-être il y a-t-il quelques étapes intermédiaires – vous pouvez amener votre cas à la Cour suprême. Et si vous l'amenez à la Cour suprême – c'est très onéreux – vous envoyez les documents, vous déposez votre dossier et la Cour suprême va décider si elle accepte ou non votre cas. Si elle dit : « Nous n'écoutons pas », vous devez vous conformer aux décisions du tribunal inférieur (local) ; si elle accepte d'écouter votre cas, alors elle décide si vous gagnez ou perdez selon sa compréhension de la Constitution. Ces juges de la Cour suprême ont maintenant une obligation. Lorsque nous parlons des juges d'Obama, ou des

juges de Clinton, ou des juges de Trump, en théorie, tout cela n'a pas de sens, car tous ces juges sont supposés lire la Constitution, comprendre ce qu'elle dit et dire si « ce cas » est en accord ou non avec la Constitution. Mais ces juges sont comme les Chrétiens – comme vous et moi : si je prends un verset biblique, aucun d'entre nous ne peut tomber d'accord sur rien. Pourquoi ne pouvons-nous pas être en accord ? Parce que nous avons une méthodologie différente ; et de même, ces juges ont tous des méthodologies différentes pour comprendre et interpréter la Constitution.

Alors vous voulez écrire la Constitution vraiment très clairement, question : pouvez-vous remettre en question une loi ? Oui, vous le pouvez. Pouvez-vous remettre en question la Constitution ? Non, vous ne le pouvez pas.

Amender La Constitution Pour Qu'Elle Soit En Accord Avec Une Loi Existante

En 2005, nous voyons le Kansas – nous l'appellerons le gouvernement du Kansas – qui veut changer la Constitution afin qu'elle soit en accord avec une loi existante ; et vous savez maintenant pourquoi le Kansas l'a fait. Car s'il change la Constitution, s'il l'amende, vous ne pouvez pas la remettre en question.

Je veux que nous comprenions cette question juridique car elle est très importante.

A un niveau fédéral, c'est extrêmement difficile de changer la Constitution – nous appelons cela « un amendement ». Vous avez tous entendu parler des amendements.

Exemple : En 2005, Le Kansas Et Le Mariage Homosexuel

Donc 2005, le Kansas : au Kansas – j'ignore si c'est le cas dans d'autres États – le gouvernement ne peut pas simplement changer la Constitution ; il doit au moins organiser, ce que nous appelons au Royaume-Uni, un referendum. Cela signifie que tout le monde vote. Donc afin que le gouvernement amende la Constitution, il doit y avoir un referendum : les bulletins de vote sont envoyés et il y est demandé si vous voulez ou non amender la Constitution. Je pense que 70% ont dit « oui ». Nous allons continuer avec le chiffre de 70% ayant dit : « oui, nous allons la changer ».

(Note ÉtÉ – Source américaine BallotPedia, The Encyclopedia of American Politics : L'amendement sur le mariage au Kansas a figuré sur un bulletin de vote le 5 avril 2005 au Kansas en tant qu'amendement constitutionnel renvoyé par le législateur, où il a été approuvé avec 70 % d'opinions favorables. Cet amendement a été rejeté par les tribunaux. L'adoption de cet amendement signifiait que la Constitution du Kansas était modifiée par l'ajout d'un libellé définissant le mariage comme " un contrat civil entre un homme et une femme seulement " et déclarant également que " tout autre mariage est contraire à l'ordre public et nul. " L'amendement interdit également à l'État de reconnaître toute autre relation juridique qui "donnerait aux parties de la relation les droits ou les incidents du mariage.")

La loi existante déclare ce qui suit : « le mariage homosexuel est contraire à la loi ». Je vis au Kansas, je n'aime pas cette loi parce que je suis homosexuel ou que je suis en accord avec les droits de la communauté LGBTQ. Aussi, je vais poursuivre en justice le gouvernement du Kansas – je peux le faire. Et que dois-je prouver ? Que la loi est anticonstitutionnelle. En Amérique, tout le monde peut intenter un procès à n'importe qui. C'est un bon système. Il y a donc une loi ici, au Kansas, et je n'aime pas cette loi aussi vais-je poursuivre le gouvernement en justice ; et je dois prouver que cette loi est anticonstitutionnelle selon la Constitution du Kansas.

Restez avec moi. Que doit faire le gouvernement – c’est facile ? Avant que je ne le poursuive en justice, il dit : « Je sais ce que je vais faire, changeons la Constitution ! » Maintenant, je ne peux pas le poursuivre en justice, bien que je le puisse. J’aime gaspiller mon argent donc je vais le poursuivre en justice et je déclare que cette loi est injuste, mauvaise. Et il répond : « Qui a dit qu’elle était mauvaise ? » J’ai dit que je pense qu’elle est mauvaise et le gouvernement répond : « Nous ne nous soucions pas de ce que vous pensez, nous nous préoccupons de ce que déclare la Constitution. » Et que dit la nouvelle Constitution ? « Vous ne pouvez pas avoir de mariage entre personnes de même sexe. » Il s’agit d’un amendement à la Constitution.

J’espère que personne parmi nous ne vient du Kansas ou n’a de lien avec le Kansas. Mais le gouvernement du Kansas dirige très mal sa population – c’est un désastre.

Voici l’introduction du point de vue de cette personne : l’amendement constitutionnel de 2005 au Kansas. Vous n’avez probablement pas entendu parler de cela auparavant car le Kansas n’est pas dans le radar (*dans le champ de vision*) de beaucoup de personnes ; il existe d’autres États plus célèbres. De plus, ce n’est pas le seul État à avoir fait cela.

LE 14^{ÈME} AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Je souhaite m’écarter de ces pensées et introduire autre chose – tout est connecté – mais quelque chose de nouveau.

Cela va impliquer un peu de lecture maintenant.

(PB envoie le document sur le forum de la plateforme « Zoom »)

Il y a 5 petites sections dont je vous donnerai une explication dans un moment.

Voici les 5 sections. Voici ce que j’ai posté à votre intention : il s’agit du 14^{ème} Amendement de la Constitution des États-Unis.

Faisons une brève révision concernant les amendements :

Les 10 premiers amendements n’étaient pas vraiment des amendements. Ils ont été appelés « The Bill of Rights » – « La Déclaration des droits ».

*(Note Wikipédia : La **Déclaration des droits** (United States Bill of Rights) est l'ensemble constitué des dix premiers amendements à la Constitution américaine. Elle limite les pouvoirs du gouvernement fédéral et garantit les libertés de presse, de parole, de religion, de réunion, le droit de porter des armes, et le droit de propriété.)*

J’en ai discuté auparavant – souvenez-vous de notre petite analogie concernant les membres du comité : certaines personnes sont plus indépendantes d’esprit que d’autres, elles n’aiment pas qu’on leur dise ce qu’elles ont à faire. Pensez aux membres de l’église lorsque le comité leur dit ce qu’ils doivent faire – ils n’aiment pas cela. Si vous êtes comme moi, vous faites simplement ce qu’on vous a demandé (ne riez pas, c’est la vérité). C’est ma compréhension des amendements – amendement 101.

(Note ÉàÉ : le 1^{er} Amendement de la Constitution est appelé « First Amendment 101 »)

*(Note Wikipédia : Le **premier amendement de la Constitution des États-Unis d’Amérique** fait partie des dix amendements ratifiés en 1791 et connus collectivement comme la **Déclaration des Droits** (Bill of Rights). Il interdit au Congrès des États-*

Unis d'adopter des lois limitant la liberté de religion et d'expression, la liberté de la presse ou le droit à « s'assembler pacifiquement ».)

L'AMENDEMENT PERMET DE LIMITER LE POUVOIR FEDERAL ET PROTEGE L'ÉTAT ET LES INDIVIDUS

La Constitution est un document fédéral et elle donne une large puissance de balayage à la Fédération – au gouvernement fédéral. Et les dirigeants des États – certains d'entre eux – disent qu'ils ne vont pas accepter ce fait : « Nous nous sommes déjà débarrassés d'un roi – d'Angleterre, nous n'en aurons pas d'autre » ; car la Constitution fait du Président, le roi des États-Unis. En anglais, il y a une expression disant qu'ils lui coupent les ailes : cela signifie qu'ils ont besoin de limiter son pouvoir. Je veux vous rappeler que de 2016 à 2020, nous avons vu des personnes qui s'inquiétaient au sujet de la Constitution et qui ont créé un roi – ou un président ; et toutes les mesures qu'elles ont prises concernant les amendements n'ont pas très bien fonctionné. Voyez comme il est facile pour le Président des États-Unis de faire ce qu'il veut. Lorsque je regardais ce qu'il se passait aux États-Unis, c'était comme regarder un film sur l'Angleterre du 16^{ème} siècle : le roi ne peut commettre aucune faute et personne ne peut arrêter le roi.

Revenons à notre histoire.

Un amendement est là afin de limiter le pouvoir fédéral ; il est également là pour protéger les droits des individus. De qui ? Du gouvernement fédéral.

Il s'agit de mon explication brève et simple de la raison d'être des amendements : protéger l'État / protéger les individus du gouvernement fédéral que nous appelons la Constitution.

LE 14^{ÈME} AMENDEMENT : AMENDEMENT LE PLUS IMPORTANT ?

Chacun a sa propre opinion, je vais vous donner la mienne : le 14^{ème} Amendement est l'amendement le plus important. Tout gravite autour du 14^{ème} Amendement – tout se passe au 14^{ème}...

Je crois aussi que le 14^{ème} Amendement est le plus long, il contient le plus de mots (c'est une information mineure).

Savez-vous combien d'amendements constitutionnels ont été proposés ? 11000

Mais seuls 27 ont été ratifiés : 27 sur 11000

Et je vais dire que le 14^{ème} est le plus important.

LE 14^{ÈME} AMENDEMENT EST DIVISÉ EN SECTIONS

Je veux juste parler brièvement de la teneur de cet amendement ; comme je l'ai mentionné, il y a 5 sections.

Nous pouvons ignorer la dernière section – la section 5, car tout ce qu'elle dit est que le Gouvernement – le Congrès a le pouvoir d'imposer cet amendement par des lois écrites appropriées. C'est tout ce que déclare la section 5, aussi il y a-t-il 4 sections.

SECTION 1 – COMPOSEE ELLE-MEME DE 3 SECTIONS

La section 1 est la partie principale de cet amendement et elle contient elle-même 3 sections :

- **La section citoyenne** – au sujet des citoyens
- La section sur **la procédure légale régulière** (je vais expliquer ce que cela signifie)
- La partie sur **l'égalité de la protection**

La section 1 possède donc 3 parties : la citoyenneté – la procédure régulière (la manière dont le système juridique vous traite) – et la protection égale ou droits égaux.

Je vais vous donner la date du 14ème Amendement : il a été adopté par le Gouvernement – le Congrès le 13 juin 1866, juste après la Guerre civile.

*(Note Wikipédia : La **guerre de Sécession** ou **guerre civile américaine** (généralement appelée « The Civil War ») est une **guerre civile** survenue entre 1861 et 1865 et opposant les **États-Unis d'Amérique** (« l'Union »), dirigés par **Abraham Lincoln**, et les **États confédérés d'Amérique** (« la Confédération »), dirigés par **Jefferson Davis** et rassemblant onze **États du Sud** qui avaient fait **sécession** des États-Unis.)*

Rappelez-vous de ce sur quoi portent les clauses : la citoyenneté – la procédure régulière – la protection égale ; juste après la guerre – vous pouvez comprendre la raison pour laquelle ces questions sont importantes. Il a fallu 2 ans pour que ce 14ème Amendement soit ratifié et entre dans la loi : le 9 juillet 1868.

Résumons.

Nous parlons du 14ème Amendement : il est adopté en 1866 et est ratifié en 1868, juste après la Guerre civile.

Il va traiter de 3 sujets principaux :

- **La citoyenneté** : si vous rencontrez des ennuis, vous pouvez aller au tribunal. C'est votre droit.
- Vous avez le droit d'aller au tribunal : cela s'appelle **la procédure régulière**. Si vous avez regardé des films américains, vous y avez entendu lire leurs droits aux individus – ils disent : « Vous avez le droit de ceci, vous avez le droit de cela », « vous avez le droit de faire appel à un avocat », « tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous », « vous n'êtes pas autorisé à vous incriminer vous-même ou vous ne pouvez pas être forcé à vous incriminer vous-même ». Tout ceci s'appelle la procédure régulière. La plupart des pays civilisés en possède une.
- L'égalité – **la protection égale**.

Il s'agit du 14ème Amendement, et bien entendu, de part et d'autre, se trouvent le 13ème et le 15ème Amendements. Nous en parlerons dans un moment.

J'ai déjà déclaré que je pense que le 14ème Amendement est celui qui est le plus important. C'est le plus long, celui qui contient le plus de mots.

Nous pourrions lire les sections de l'amendement mais je souhaite paraphraser ici.

(Note ÉàÉ : Section 1. Toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis, et soumises à leur juridiction, sont des citoyens des États-Unis et de l'État dans lequel elles résident. Aucun État n'adoptera ou n'appliquera de loi portant atteinte aux privilèges ou immunités des citoyens des États-Unis ; aucun État ne privera une personne de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans procédure légale régulière ; aucun État ne refusera à une personne relevant de sa juridiction la protection égale des lois.)

LA CITOYENNETE

Voici la section 1 paraphrasée, cela va définir ce qu'est la citoyenneté : Le 14ème Amendement donne une définition importante de la citoyenneté ; il dit que quiconque né aux États-Unis est un citoyen et possède les droits d'un citoyen. C'était important car cela garantissait que les esclaves libérés soient officiellement des citoyens des États-Unis et qu'ils se voient accorder ou attribuer les droits que possèdent tous les citoyens des États-Unis. Cela dit ensuite qu'une fois que vous êtes devenu un citoyen, personne ne peut vous le retirer.

C'est la section 1 concernant la citoyenneté.

Le 14ème Amendement A Une Application Fédérale ET Étatique

Le point suivant est vraiment très important. Section 1 : les obligations des États. Avant que le 14ème Amendement ne soit adopté, la Cour suprême disait que la Déclaration des droits – les 10 premiers amendements ne s'appliquaient qu'au gouvernement fédéral. Ils ne s'appliquaient pas aux gouvernements d'État. Dans le 14ème Amendement, il est déclaré que la Déclaration des droits – les 10 premiers amendements, s'applique en fait aux gouvernements d'État. Cela peut sembler très technique mais cela devient vital, parce qu'aujourd'hui, le 14ème Amendement est invoqué – c'est l'amendement-clé, c'est pourquoi je pense qu'il est le plus important. Alors que tous ces amendements – les 10 premiers, étaient appliqués pour amender la Constitution, une des choses qui a rendu significatif le 14ème Amendement est qu'il clarifie un point important : il dit que la Cour suprême a fait quelque chose de mauvais auparavant (vous voyez le pouvoir de la Constitution et de ses amendements) ; il dit que vous devez interpréter – vous, la Cour suprême – les amendements non seulement au niveau fédéral mais également au niveau de l'État.

Sans entrer dans aucun aspect technique, quelle célèbre bataille connaissez-vous entre les États et leurs droits et le gouvernement fédéral et son pouvoir ? Quelle année ? 2015.

Ce 14ème Amendement devient crucial pour comprendre la relation entre les États et le gouvernement fédéral.

Il Garantit Certains Droits Que Ne Peuvent Retirer Les États

Toujours dans la section 1 : privilèges et immunités. Vous bénéficiez donc de privilèges et de l'immunité. L'amendement garantit que l'État ne peut porter atteinte aux privilèges ou aux immunités des citoyens. La Constitution fédérale vous donne certains droits et l'État ne peut vous les retirer. Les États ne peuvent pas rédiger leurs propres lois ou leur propre Constitution pour contourner la Constitution fédérale.

D'où cela vient-il ? Même sujet : 2015 (2015 est l'année du mariage entre personnes de même sexe, pour ceux qui n'étaient pas certains).

Cela signifie qu'il existe certains droits que ne peuvent toucher les gouvernements d'État, ils ne peuvent pas vous retirer certains droits.

LA PROCEDURE REGULIERE

Toujours dans la section 1 : la procédure régulière. L'amendement garantit la procédure régulière de la loi par le gouvernement d'État. Comme je l'ai dit, « procédure régulière » signifie « vos droits juridiques ». Je suppose que si vous êtes Américains, vous connaissez la réponse à ma prochaine question ; la procédure régulière n'est pas quelque chose de nouveau, elle apparaît dans un autre amendement – un amendement antérieur : le numéro 5. Dans le 5ème Amendement, il est question des droits d'une personne à une procédure régulière. Rappelez-vous : la « procédure régulière » aborde la manière dont vous traite la loi.

Dans le 14ème Amendement, la procédure régulière existe au niveau de l'État ; dans le 5ème Amendement, la procédure régulière existait au niveau fédéral.

LA PROTECTION ÉGALE

Section 1 : la protection égale. L'amendement garantit aussi une protection égale des lois. C'est important. Cela a été placé là afin de s'assurer que chaque personne, indépendamment de l'âge – de la race – de la religion, sera traitée de la même façon par le gouvernement. Il s'agit de la protection égale.

SECTION 2 – LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS

(Note Écrite : Section 2. Les représentants seront répartis entre les différents États selon leur nombre respectif, en comptant le nombre total de personnes dans chaque État, à l'exclusion des Indiens non imposés. Mais lorsque le droit de voter à une élection pour le choix des électeurs du président et du vice-président des États-Unis, des représentants au Congrès, des officiers exécutifs et judiciaires d'un État, ou des membres de sa législature, est refusé à l'un quelconque des habitants de sexe masculin de cet État, âgé de vingt et un ans, et citoyens des États-Unis, ou de quelque manière que ce soit, sauf pour participation à une rébellion ou à un autre crime, la base de représentation dans cet État sera réduite dans la proportion que le nombre de ces citoyens mâles représentera par rapport au nombre total de citoyens mâles âgés de vingt et un ans dans cet État.)

La section 2 de l'amendement décrit la manière dont les États enverront des gens au Gouvernement. J'ai abordé ceci auparavant, et Sœur Kathy McGraw a fait une présentation (au moins une) sur ce sujet : il s'agit de la représentation de l'État – comment les États envoient leurs représentants, les membres de leur gouvernement au Congrès. Tout porte sur des nombres. Nous allons le formuler simplement : plus la population de l'État est importante, plus vous pouvez envoyer de membres du gouvernement. C'est du bon sens.

Cette section va parler de la façon dont vous pouvez dénombrer la population. Si vous ne vivez pas en Amérique, vous ne comprenez pas ce dont je suis en train de parler. Car vous pourriez dire : « Est-ce que les Américains ne savent pas comment compter ? » Cela n'a rien à voir avec cela.

Ils veulent donc envoyer des gens à la Chambre des Représentants afin de représenter leur État.

Je sais que vous connaissez tous ce point suivant : durant l'ère de l'esclavage, les esclaves étaient comptabilisés comme les trois-cinquièmes d'une personne.

*(Note Wikipédia : Le **compromis des trois-cinquièmes** (Three-fifths compromise) est un compromis établi lors de la **Convention de Philadelphie** de 1787 entre les colonies du Nord et du Sud. Ce compromis considère, dans les règles de comptage des personnes représentées à la **Chambre des représentants**, qu'un esclave est comptabilisé à hauteur de trois cinquièmes d'un homme libre. Ce compromis proposé par **James Wilson** et **Roger Sherman** fut inscrit dans la **Constitution des États-Unis**, dans l'article premier, section 2, clause 3 :*

« Sont à l'origine comprises dans la population d'un état toutes les « personnes libres », trois-cinquièmes des « autres personnes » »

*La question était importante, car le décompte des populations serait ensuite utilisé pour déterminer le nombre de sièges que chaque État aurait à la **Chambre des représentants des États-Unis**. Le **Compromis des Trois-Cinquièmes** a donné une représentation disproportionnée des États esclavagistes à la Chambre des Représentants par rapport aux électeurs dans les États libres jusqu'à la **Guerre civile américaine**. La section 2 du **quatorzième amendement** adopté en 1868 a explicitement abrogé le compromis.)*

Les gens ont manipulé cela pour en faire l'idéologie suivante : ils ont dit qu'en Amérique, les personnes noires étaient considérées comme les trois-cinquièmes d'un être humain ou les trois-cinquièmes d'une personne blanche. Mais bien sûr, ceux d'entre nous qui ont regardé à ce sujet – je ne dis pas que ce n'est pas laid, que ce n'est pas raciste – ont compris que c'est une caractéristique de l'économie basée sur l'esclavage. Il s'agit une question économique : il y avait tant d'esclaves dans les États esclavagistes, que s'ils les avaient comptés comme des individus (et en fait, les États esclavagistes voulaient les comptabilisés comme une personne : une personne noire = une personne blanche) ... Ce sont les personnes qui étaient contre l'esclavage qui voulaient les appeler les « trois-cinquièmes » ; car les États qui possédaient des esclaves et où la population était si importante auraient eu la capacité d'envoyer plus de représentants et il y aurait eu un déséquilibre à la Chambre des Représentants : plus de membres de gouvernement issus des États sudistes que des États nordistes.

Plus d'esclavage – libre circulation des personnes : chacun est comptabilisé comme une personne individuelle.

SECTION 3 – LA REBELLION

*(Note **ÉàÉ** : **Section 3**. Nul ne pourra être sénateur ou représentant au Congrès, ou électeur du président et du vice-président, ou occuper une fonction, civile ou militaire, sous les États-Unis ou sous un État, si, ayant préalablement prêté serment, en tant que membre du Congrès, ou en tant qu'officier des États-Unis, ou en tant que membre d'une législature d'État, ou en tant qu'officier exécutif ou judiciaire d'un État, de soutenir la Constitution des États-Unis, il s'est engagé dans une insurrection ou une rébellion contre celle-ci, ou a apporté aide ou réconfort à ses ennemis. Mais le Congrès peut, par un vote des deux tiers de chaque Chambre, supprimer cette incapacité.)*

La rébellion : quiconque a participé à une rébellion contre le Gouvernement ne peut occuper un poste au sein du Gouvernement, et c'est important au niveau de l'État ou au niveau fédéral.

Avez-vous entendu récemment quelque chose concernant une rébellion à l'encontre du Gouvernement ? Cette année ?

(PB fait allusion à l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021)

(Note Wikipédia : L'assaut du Capitole des États-Unis par des milliers d'émeutiers radicaux a lieu à [Washington, D.C.](#) le 6 janvier 2021, à l'incitation du [président](#) sortant [Donald Trump](#), dans une tentative de bloquer la certification des résultats du vote du [collège électoral](#) de l'[élection présidentielle américaine de 2020](#) et la victoire du [président élu Joe Biden](#), alors que le [117^e congrès des États-Unis](#) est réuni au [Capitole](#) pour effectuer cette étape finale du processus électoral.)

Ils voulaient utiliser le 14^{ème} Amendement sur cette question.

SECTION 4 – DETTES ET OBLIGATIONS

*(Note ÉàÉ : **Section 4.** La validité de la dette publique des États-Unis, autorisée par la loi, y compris les dettes contractées pour le paiement de pensions et de primes pour des services de répression d'une insurrection ou d'une rébellion, ne sera pas remise en question. Mais ni les États-Unis ni aucun État n'assumeront ou ne paieront une dette ou une obligation contractée pour aider une insurrection ou une rébellion contre les États-Unis, ou une réclamation pour la perte ou l'émancipation d'un esclave ; toutes ces dettes, obligations et réclamations seront considérées comme illégales et nulles.)*

La section 4 dit que toute personne qui était fermier esclavagiste auparavant ne recevra aucune aide.

J'ai déjà déclaré que la section 3, concernant la rébellion, dit que toute personne qui était impliquée dans la Guerre civile n'était pas autorisée à occuper un poste au Gouvernement, au niveau de l'État ou au niveau fédéral.

C'est vraiment un merveilleux amendement ; il est vraiment bon.

CAS JUDICIAIRES AYANT INVOQUE LE 14^{ÈME} AMENDEMENT

Nous n'avons plus de temps.

Tout ce que je veux dire maintenant pour terminer est ce qui suit.

Je n'ai pas achevé de parler du 14^{ème} Amendement, je souhaite en discuter un peu plus.

Il y a eu des cas judiciaires importants et le 14^{ème} Amendement a été le principal argument ou le point principal sur lequel les gens ont concentré leur attention dans ces cas judiciaires.

Et le point le plus important du 14^{ème} Amendement que tous ces cas ont utilisé est la clause suivante : la protection égale sous la loi.

Certains d'entre vous en ont entendu parler – d'autres pas :

NUMERO 1 : BROWN VS LE BUREAU DE L'ÉDUCATION

Vous avez entendu parler de celui-ci qui a utilisé le 14^{ème} Amendement. Il s'agissait de discrimination raciale. Le « Bureau de l'Éducation » désigne le système scolaire.

*(Note Wikipédia : **Brown v. Board of Education** (Brown contre le Bureau de l'éducation), désigne deux arrêts de la Cour suprême des États-Unis, rendus successivement le 17 mai 1954, et le 31 mai 1955 qui déclarent la **ségrégation raciale** inconstitutionnelle dans les **écoles publiques** même si le service rendu y est prétendu de « qualité égale ».)*

NUMERO 2 : ROE VS WADE

Nous avons tous entendu parler de celui-ci au sujet des droits de reproduction. Ce cas a eu recours au 14^{ème} Amendement.

*(Note Wikipédia : **Roe v. Wade** est un arrêt historique rendu par la Cour suprême des États-Unis en 1973 sur la question de la constitutionnalité des lois qui criminalisent ou restreignent l'accès à l'avortement. La Cour a statué, par sept voix contre deux, que le droit à la vie privée en vertu de la Due Process Clause du quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis s'étendait à la décision d'une femme de se faire avorter, mais que ce droit doit être mis en balance avec les intérêts de l'État dans la réglementation de l'avortement : protéger la santé des femmes et protéger le potentiel de la vie humaine.)*

NUMERO 3 : BUSH VS GORE

Il s'agissait du recomptage électoral. Le 14ème Amendement a été un pivot dans ce cas.

*(Note Wikipédia : L'Arrêt **Bush v. Gore**, rendu par la Cour suprême des États-Unis le 12 décembre 2000, met un terme aux recours et aux contestations consécutifs à l'élection présidentielle américaine de 2000 et aux recomptages des voix en Floride. Il permet l'élection de **George W. Bush** à la présidence des États-Unis au détriment d'**Al Gore**.)*

Deux cas dont vous n'avez peut-être pas entendu parler :

NUMERO 4 : REED VS REED

Il s'agissait de discrimination de genre.

*(Note Wikipédia : L'arrêt **Reed v. Reed**, (1971), est une décision historique de la Cour suprême des États-Unis qui a statué que les administrateurs de successions ne peuvent être nommés d'une manière discriminatoire entre les sexes. Dans l'affaire **Reed v. Reed**, la Cour suprême a statué pour la première fois que la clause de protection égale du quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis interdisait toute différence de traitement fondée sur le sexe.)*

Et le dernier cas :

NUMERO 5 : L'UNIVERSITE DE CALIFORNIE VS BAKKE

Et cela traite des quotas raciaux dans l'éducation supérieure.

*(Note Wikipédia : L'affaire **Regents of the University of California v. Bakke**, (1978), est une décision historique de la Cour suprême des États-Unis. Elle a confirmé la discrimination positive, permettant à la race d'être un facteur parmi d'autres dans la politique d'admission des universités. Toutefois, la Cour a jugé que des quotas raciaux spécifiques, tels que les 16 places sur 100 réservées aux étudiants issus des minorités par l'école de médecine de l'université de Californie à Davis, étaient inadmissibles.)*

Encore une fois, sans le 14ème Amendement, aucun de ces 5 cas que j'ai mentionnés n'auraient pu être plaidés.

Nous n'avons plus de temps et je veux juste nous rappeler que le 14ème Amendement traite de la citoyenneté, de la procédure régulière et de la protection égale sous la loi.

Tous ces points se trouvent dans la section 1, c'est très important.

Et je vous ai donné 5 cas judiciaires célèbres – dont 3 que vous connaissez tous assurément, qui invoquent le 14ème Amendement.

PRIERE FINALE

Père céleste, nous Te remercions. Nous prions que Tu nous aides. Aide-nous à comprendre le système juridique américain ; aide-nous à voir la manière dont les amendements ont protégé Ton peuple et ont été utilisés pour protéger et défendre la vérité. Nous Te remercions pour les privilèges qu'ils ont fournis à Ton peuple. Au nom de Jésus. Amen.



Étude présentée par Parminder Biant le 26 août 2021 — Vidéo transcrite par PH septembre 2021 — CM IPR/ROTB7 — Vidéon°1–
14è Amendement : Sa Place Dans La Prophétie –Transcription disponible sur le site internet rubrique Publications/Transcriptions –
<https://www.edenaeden.org/publications/transcriptions/> – la vidéo se trouve dans la playlist : août 2021 IPR/REPAIRERS OF THE BREACH
Camp Meeting – Parminder Biant – <https://youtu.be/X9ArWxTKwNY> – www.edenaeden.org – edenaeden@gmail.com